ASSEMBLÉE NATIONALE

12 octobre 2006

Contrôle de la validité des mariages
(deuxième lecture) - (n° 3356)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 7

présenté par
MM. Blazy, Blisko, Charzat
et les membres du groupe socialiste

ARTICLE 3

Rédiger ainsi l'alinéa 15 de cet article :

« S'il s'oppose à la célébration mariage, le procureur de la République doit faire connaître sa décision motivée en fait et en droit, à l'autorité diplomatique ou consulaire du lieu où la célébration du mariage est envisagée ainsi qu'aux intéressés. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de simplification et de clarification.

Il est important de rappeler que :

- le procureur doit agir rapidement, et qu'en matière de mariage tout pouvoir dilatoire ou retard de fait porte atteinte à un droit fondamental ;
- qu'à cet égard, les délais sont impérativement limités en raison de l'effet que peut avoir sur la vie des couples mariés, une procédure en suspension fût elle légitime ;
- que sa décision doit être motivée en fait et en droit afin de garantir les droits des futurs époux.